



PRÉFET DE LOIR-ET-CHER

*Service Interministériel d'Animation
des Politiques Publiques*

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° 61-2017-06-22-005

Autorisant la nouvelle convention de déversement, les modifications apportées au prétraitement et la poursuite d'exploitation d'une usine de fabrication de pâtisseries industrielle par la société ST MICHEL à CONTRES

**Le Préfet de Loir-et-Cher,
Chevalier dans l'Ordre National de la Légion d'Honneur,
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code de l'environnement, notamment le livre V de sa partie législative ;

Vu la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 modifiée sur l'eau ;

Vu le décret du 20 mai 1953 modifié constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement ;

Vu les décrets n° 93.742 et n° 93.743 du 29 mars 1993 pris pour l'application de la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 modifiée ;

Vu le décret n° 2013-1205 du 14 décembre 2013 modifiant la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 95.79 du 23 janvier 1995 relatif à l'insonorisation des engins de chantiers ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2011039-0016 du 6 février 2011 autorisant la société SAINT-MICHEL à exploiter une usine de fabrication de pâtisseries industrielles ;

Vu la demande présentée le 3 novembre 2016 complétée le 28 novembre 2016 par Monsieur le Directeur de la société SAINT-MICHEL en vue d'être autorisé à modifier son prétraitement par la pose d'un flottateur ;

Vu la convention spéciale de déversement établie entre la commune de CONTRES et la société SAINT-MICHEL le 18 décembre 2015 autorisant des valeurs en concentration supérieure à l'arrêté du 2 février 1998 ;

Vu les plans et autres pièces réglementaires annexés à ladite demande ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 3 mai 2017 ;

Considérant qu'aux termes de l'article L. 512.1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures spécifiées par l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511.1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant que la société SAINT-MICHEL est une installation classée dûment autorisée et connue des services de l'inspection des installations classées, que cette société relève désormais de la rubrique 3642-3 modifiée postérieurement à son autorisation d'exploiter par le décret n° 2013-1205 du 14 décembre 2013 susvisé et que, de ce fait, la société SAINT-MICHEL peut bénéficier du régime d'antériorité conformément à l'article L. 513-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la société SAINT-MICHEL est une installation classée relevant de la directive IED susvisée, la rubrique principale étant la rubrique 3642-3 ainsi que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (ou document BREF) correspondant aux industries agroalimentaires et laitières (code FDM) ;

Considérant qu'il est nécessaire d'actualiser le tableau de classement de la société SAINT-MICHEL,

Considérant que le projet d'arrêté statuant sur sa demande a été notifié à Monsieur le Directeur de la Société SAINT-MICHEL et que celui-ci n'a pas formulé d'observations.

Sur la proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher ;

ARRÊTE

Article 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Monsieur le Directeur de la Société SAINT-MICHEL dont le siège social est situé dans la zone industrielle de CONTRES est autorisé à exploiter une usine de fabrication de pâtisseries industrielles ; visant les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

RUBRIQUE de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement		CLASSEMENT
N°	DESIGNATION & VOLUME D'ACTIVITE	
3642.3	Traitement et transformation de matières premières animales et végétales avec une capacité de production exprimées en tonnes de produits finis par jour supérieure à 75 t avec une proportion de matière animale supérieure à 10 % dans la quantité entrant dans le calcul de la capacité de production de produits finis. Volume de l'activité : 168 tonnes/jour	A
2220.A	Préparation de produits alimentaires d'origine végétale : volume de l'activité : 130 tonnes/jour Installations dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3642	A
2221.A	Préparation de produits alimentaires d'origine animale la quantité de produits entrant étant : 40 tonnes / jour Installations dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3642	A
1510	Entrepôt couvert Volume : 100 000 m3	E
2662.b	Stockage de polymères Volume : 300 m3	E
1530	Dépôt de bois, papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues Volume : 3 000 m3	D
2910.a	Combustion Puissance : 3.8 MW	D
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs Puissance : 84 kW	D

Article 2 – IMPLANTATION

Les dispositions du présent arrêté complémentaire s'appliquent à l'unité de pré-traitement situé dans la zone industrielle, 2 boulevard de l'industrie sur la commune de CONTRES.
La parcelle cadastrée concernée est la 40.

Article 3 – RÉGLEMENTATION APPLICABLE À L'ÉTABLISSEMENT

Les dispositions fixées par l'arrêté d'autorisation du 6 février 2011 restent applicables à l'ensemble des installations.

Le non-respect de l'arrêté d'autorisation peut entraîner des sanctions administratives et/ou pénales, en application des articles L. 413-5, L. 415-1 à L. 415-4 et L. 514-1 à L. 514-15 du code de l'environnement

Rubrique 3000

Au sens de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la n°3642-3 et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives aux industries agroalimentaires et laitières (Bref FDM).

L'exploitant doit mettre en place les meilleures techniques disponibles.

TRAITEMENT ET REJETS DES EFFLUENTS, DÉCHETS ET SOUS-PRODUITS

Traitement et rejets des effluents

Article 4

L'article 40 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2011039-0016 du 6 février 2011 est modifié comme suit (article 4 à 6) :

Les effluents pré-traités collectés par la commune de CONTRES et sont traitées par la station d'épuration communale.

Au préalable, elles subissent un pré-traitement.

Le raccordement des effluents à la station d'épuration communale a fait l'objet d'une convention et d'un arrêté signés entre la société SAINT-MICHEL et la commune de CONTRES le 18/12/2015 fixant notamment la qualité des effluents urbains raccordés.

Avant raccordement à la station d'épuration communale, les effluents respectent les valeurs suivantes :

Paramètres	Niveau limite de rejet Concentration maximum en mg.l ⁻¹	Flux journalier maximum kg.j ⁻¹
DBO5	4 000	450
DCO	10 000	1 100
MES	5 000	500
NGL	300	50
PT	50	15

De plus, les effluents devront respecter les valeurs suivantes :

- $5.5 < \text{Ph} < 9.5$
- $\text{T}^{\circ}\text{C} < 30^{\circ}\text{C}$
- Volume autorisé : 350 m3/jour

Pour les polluants autres que ceux réglementés ci-dessus, les valeurs limites sont les mêmes que pour un rejet dans le milieu naturel.

Les prescriptions de l'arrêté d'autorisation délivré au titre de la législation des installations classées s'appliquent sans préjudice de l'autorisation de raccordement au réseau public délivrée, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique, par la collectivité à laquelle appartient le réseau.

Article 5

Dans le cadre des contrôles officiels, l'inspecteur des installations classées peut faire procéder à toute mesure ou analyse qu'il juge nécessaire, visant à vérifier le respect des valeurs limites fixées à l'article 40. En cas de résultat non satisfaisant, les frais de mesure ou d'analyse correspondante sont à la charge de l'exploitant.

SURVEILLANCE DES INSTALLATIONS

Dispositions particulières à la pollution de l'eau

Article 6

L'exploitant met en place un programme de surveillance des effluents rejetés ou raccordés. La fréquence de mesure des paramètres Débit, pH, Température, DCO, DBO₅, azote global (NGL), phosphore total (PT) et MEST est conforme à celle indiquée dans tableau suivant :

Fréquence des mesures (nombre de jours par an)

PARAMÈTRES	FREQUENCE
Volume	Jour (en continu)
MEST	Mensuelle
DBO ₅	Trimestrielle
DCO	Mensuelle
AZOTE GLOBAL NGL	Mensuelle
PHOSPHORE TOTAL PT	Mensuelle
pH	Jour (en continu)
Température	Jour (en continu)

Article 7 – RECOURS

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'ORLÉANS, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.
- Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 8 – EXECUTION

Le Secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, le Maire de CONTRES, le Sous-Préfet de l'arrondissement de ROMORANTIN, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, la Directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations, l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement, le Directeur départemental des territoires, et le Directeur départemental de l'agence régionale de santé, le Chef du service interministériel de défense et de protection civile, le Directeur départemental des services d'incendie et de secours et le commandant du groupement de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

BLOIS, le **22 JUIN 2017**



Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général,


Julien LE GOFF

